● (1450)

L'hon. Stewart McInnes (ministre des Travaux publics): Monsieur le Président, je sais que le député a, à maintes reprises, exprimé ses préoccupations concernant l'avenir de la vallée de la rivière Rouge. La question est toutefois très complexe. Le gouvernement fédéral possède de vastes terrains à l'aéroport de Pickering. On étudie actuellement les mesures que pourrait prendre le gouvernement pour se dessaisir de ces terres. Je tiendrai certainement compte des propos du député et poursuivrai mes discussions, peut-être avec le gouvernement provincial et d'autres intervenants.

* * *

LES RESSOURCES NATURELLES

LA POLITIQUE FÉDÉRALE DE L'EAU—LA PRÉSENTATION D'UNE MESURE

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Comme il le sait probablement, voilà maintenant trois ans que le gouvernement a reçu un rapport relatif à une politique fédérale de l'eau. C'était en septembre 1985.

A cette époque, le gouvernement nous a promis maintes fois à la Chambre un projet de loi qui devait concerner spécialement l'exportation et le détournement de l'eau. Tout récemment, c'est-à-dire il y a six semaines comme le vice-premier ministre s'en souviendra, pareille promesse nous a été faite. Est-ce là une nouvelle promesse creuse du gouvernement? Est-ce que le ministre a l'intention de présenter ce texte? Dans l'affirmative, pouvons-nous savoir quand le projet de loi de politique fédérale de l'eau va être présenté à la Chambre? Les Canadiens comptent dessus.

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Non, monsieur le Président, il ne s'agit pas d'une nouvelle promesse creuse comme dit le député. Il s'agit en fait d'une initiative très positive que le gouvernement est en train de prendre. Elle aurait dû l'être par les gouvernements précédents qui ont omis de le faire, quand par exemple le député lui-même était ministre de l'Environnement.

Je puis donner au député l'assurance que la rédaction du projet de loi tire à sa fin et qu'il va être présenté bientôt.

LA DATE DE LA PRÉSENTATION

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, cela ressemble beaucoup à la promesse du premier ministre d'agir bientôt au sujet des pluies acides. Et en réalité, si le gouvernement a le rapport en main depuis trois ans, c'est grâce au gouvernement précédent qui avait démarré cette étude.

Nous voulons savoir si nous pouvons compter l'avoir ce mois-ci, le mois prochain ou l'an prochain. Quand le projet de loi va-t-il être présenté?

Questions orales

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, je répète que la rédaction tire à sa fin. Le député admettra je pense que la rédaction d'un projet de loi risque toujours d'accrocher quelque part. Si je modifie ma réponse en remplaçant bientôt par très bientôt, peut-être le député sera-t-il satisfait?

* * *

REVENU CANADA

LA NOUVELLE COTISATION IMPOSÉE POUR DES CONTRATS CONCERNANT DU MATÉRIEL AGRICOLE

M. Vic Althouse (Humboldt—Lake Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Il y a environ 10 jours, j'ai soulevé une question à la Chambre concernant la nouvelle cotisation imposée par Revenu Canada aux agriculteurs qui ont fait reprendre leur vieux matériel agricole et la tendance des fonctionnaires de ce ministère à essayer de changer ces contrats qui ont été conclus en suivant la loi de la concurrence.

L'agriculteur recherche le meilleur marché possible. Après coup, Revenu Canada prétend que c'était un marché trop avantageux, les reprises ne valaient pas tant d'argent, puis commence à fixer une nouvelle cotisation à l'agriculteur.

Maintenant que le ministre a eu la possibilité d'examiner la situation, a-t-il mis fin à cette pratique?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, comme le sait le député, cette question relève de la compétence de mon collègue, le ministre du Revenu national. C'est à lui que le député devrait poser sa question.

Je n'ai pas étudié le sujet en question depuis que le député m'en a parlé puisque c'est mon ami, le ministre du Revenu national, qui s'en est chargé.

LE CALCUL DES IMPÔTS

M. Vic Althouse (Humboldt—Lake Centre): Monsieur le Président, en l'absence du ministre du Revenu national, le ministre pourrait-il dire à la Chambre pourquoi le gouvernement a décidé de permettre qu'on change les méthodes utilisées pour calculer ces impôts que l'agriculteur doit payer dans ce genre de contrats? Pourquoi a-t-on attendu jusqu'en décembre dernier pour expliquer cette procédure alors que les contrats ont été conclus en 1984 et 1985?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, j'aimerais porter cette question à l'attention de mon collègue. Cependant, le député est au courant, je pense, de la procédure adoptée par le gouvernement, à savoir que le ministère du Revenu national a réexaminé les cas où, pense-t-on, on a accordé une valeur excessive au bien repris. C'est ce genre de transactions qui fait l'objet d'un examen. Le député en comprendra la raison, j'en suis certain.